



BULLETIN de PRESSE

représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184

26 Janvier 1982 N° 13

CONFERENCE CONTINENTALE POUR LA PAIX, LES DROITS DE L'HOMME ET L' AUTODETERMINATION DU PEUPLE SALVADORIEN

La Conférence Continentale pour la Paix, les Droits de l'Homme et l'autodétermination du peuple Salvadorien, a été inauguré le 19 Janvier à Lima, Capitale du Pérou.

Cette conférence a été présidé par l'ex-président du Venezuela Carlos Andres Perez et le leader Apriste Armando Villanueva del Campo, président de la Commission péruvienne de l'Association Latino-américaine des Droits de l'Homme (ALDHU).

Une centaine de délégués de différents pays et organisations se réunissent pour discuter pendant trois jours le thème de la lutte Salvadorienne dans toute son ampleur.

Diverses personnalités politiques Latino-américaines ont été présentes, le Président du Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador, Guillermo Manuel Ungo, Salvador Samayoa pour la Commission Politico-Diplomatique du F.D.R. FMLN, l'Ambassadeur Equatorien Horacio Sevilla Borca; l'ex-Chancelier de Colombie, Alfredo Vazquez Carrizosa; le dirigeant politique Bolivien, Jaime Paz Zamora, le prêtre Fernando Cardenal du Front Sandiniste de Libération; le dirigeant politique brésilien Leonel Brizola et des représentants du Parlement des Etats-Unis, entre autres.

Déclaration finale de la Conférence de Lima

La Conférence Continentale sur le Salvador a demandé au gouvernement Nord-Américain de rectifier de manière urgente sa politique déclarée d'intervention au Salvador.

Washington doit mettre fin a son appui économique, sa livraison d'armes, la participation de conseillers militaires et l'entraînement de troupes salvadoriennes sur le propre territoire des Etats-Unis, dit la déclaration.

La déclaration proclame son engagement de défendre une action unitaire de tous les secteurs politiques d'Amérique Latine en vue de parvenir à une solution politique du conflit Salvadorien.

La Conférence demande aux parties en conflit d'étudier et de résoudre le début de négociations pour suspendre les actions militaires et de commencer le processus qui mette fin à la guerre.

Il exige du régime du Salvador l'arrêt immédiat de la violation systématique des droits humains et des libertés fondamentales, de même, il exhorte a ce que le régime assume sa responsabilité et rende effectif le contrôle des corps de sécurité et procède a en finir avec les groupes paramilitaires, instruments de terreur et de mort au Salvador

La Conférence est arrivée à la conclusion que le Salvador d'aujourd'hui manque de conditions pour la réalisation d'une consultation électorale avec un minimum de garanties. En fait, un demi-siècle de répression flagrante et massive et le maintien d'un climat de violence institutionnalisée, jointe à un conflit armé qui touche tout le pays, empêchent une consultation populaire légitime. La consultation populaire au Salvador dans les circonstances actuelles est nulle et sans effet et ne peut pas atteindre la légalisation d'un gouvernement de facto dans ses objectifs de continuation et c'est plutôt un acte de violence qui retarde une solution variable.

Il soutient aussi la position des gouvernements de France et du Mexique qui ont reconnu les Fronts Démocratique Révolutionnaire et Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FDR- FMLN)

Nous invitons tous les hommes de bonne foi à chercher avec urgence les moyens les plus efficaces qui permettent de mettre fin au bain de sang et à la barbarie dans le pays frère et de constituer la paix sur la base de la justice et de la vérité.

Déclarations de Carlos Andres PEREZ

L'ex-président du Venezuela Carlos Andres PEREZ s'est prononcé en faveur d'une solution politique globale du conflit qui soit capable de créer les conditions de coexistence qui permettent un processus électoral avec un minimum de garantie et de propriété.

En différentes occasions, Perez a même critiqué l'administration de Ronald Reagan et l'a accusé d'avoir créé un climat de retour à la guerre froide en Amérique Centrale et aux Caraïbes.

Perez a déclaré que le problème de l'Amérique Latine réside dans l'alliance entre les oligarchies, les transnationales et les "mafias militaires". C'est cette alliance qui saccage le continent et vouloir faire croire que la faute est du communisme est une duperie insolite.

" Ce serait une insulte à l'intelligence de dire que l'on peut effectuer des élections dans le Salvador d'aujourd'hui, puisqu'il n'y a pas les moindres garanties, la vie du pays est militarisée et les forces armées y ont pris les choses en main."

Carlos Andres Perez a critiqué la violence comme méthode, mais a admis que lorsque tous les chemins se ferment aux peuples, l'insurrection est le seul moyen pour s'en sortir, moyen qui devient ainsi légitime.

Il a ensuite accusé la Junte militaire démocrétienne d'être responsable de l'épouvantable massacre de tous les jours dans ce pays centre-américain, où l'on voit des cadavres d'hommes et de femmes horriblement mutilés et des nonnes crucifiées.

Perez, qui est aussi président de l'Association Latino-Américaine des droits de l'homme (ALDHU) a fait l'éloge de la décision franco-mexicaine de reconnaître les Fronts Démocratique Révolutionnaire (FDR) et Farabundo Martí (FMLN) comme forces politiques salvadoriennes.

DECLARATIONS DE ALFREDO VAZQUEZ CARRIZOSA

L'ex-ministre des affaires étrangères de la Colombie, Alfredo Vasquez, a déclaré que le Salvador a besoin d'un gouvernement autonome, représentatif et responsable et que ce pays traverse actuellement la pire situation, où sont disparus totalement les garanties légales de l'être humain.

Vasquez, qui est aussi vice-président de l'Association Latino-Américaine des Droits de l'Homme (ALDHU) a fait un long exposé sur le sujet et a dit que la junte militaire salvadorienne n'a pas de vie propre, mais qu'elle est une création d'états étrangers, notamment des Etats-Unis et de l'actuel gouvernement du Venezuela.

L'ex-ministre a souligné qu'un fort courant a été déclenché dans le monde entier en faveur de la libre détermination des peuples, conformément à la charte des Nations Unies.

DECLARATIONS DE LA COALITION DES PARTIS DE GAUCHE UNIE

La coalition des Partis Gauche Unie a demandé à Lima une solution politique au conflit armé au Salvador à travers l'annulation des élections et la reconnaissance des forces populaires.

Dans un document divulgué à l'occasion de la Conférence, la coalition soutient qu'il n'y a pas de solution pour le conflit sans la reconnaissance des Fronts démocratique Révolutionnaire (FDR) et Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN).

Le document demande au gouvernement péruvien de promouvoir dans des forums, internationaux une solution politique pour le conflit salvadorien avec la participation des parties en lutte, et que le Pérou suspende ses conseils électoraux à la Junte.

DECLARATIONS DES REPRESENTANTS DU CONGRES DES ETATS-UNIS

Trois représentants du Congrès des Etats-Unis ont annoncé à Lima leur appui dans la recherche d'une solution politique pour le conflit au Salvador et à l'autodétermination du peuple Salvadorien. Les parlementaires expriment aussi leur appui à la lutte en défense du respect des droits humains dans le pays centraméricain et s'opposent à toute forme d'intervention au Salvador.

" C'est notre ferme conviction et celle d'une grande partie du Congrès des Etats-Unis qu'une solution juste au conflit salvadorien doit être basée sur ces principes" disent finalement les parlementaires Mickey Leland, Ron Dellums et Ton Harkin.

De même, le professeur Nord-Américain Thomas Anderson, invité spécial à la conférence, a qualifié de probable une invasion des Etats-Unis au Salvador si les forces révolutionnaires renversent le régime militaire démocratique.

Après avoir signalé que de nombreux jeunes Nord-américains ont participé à la guerre du Vietnam, Anderson a indiqué que de nombreuses personnes dans son pays craignent que le Salvador ne devienne un autre Vietnam.

Par expérience propre, je dirai que dans la mesure où tout le monde est informé des détails du conflit, la plupart des citoyens U.S. expriment leur désaccord avec la politique génocidaire au Salvador.

DECLARATIONS DU PRESIDENT DU FDR GUILLERMO UNGO A LIMA

Le Président du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR) Guillermo Ungo, a soutenu le besoin d'une solution politique pour le conflit salvadorien et a écarté toute autre solution qui n'aurait pas l'appui populaire.

Le dirigeant du FDR a qualifié la Conférence Continentale pour la Paix, les Droits de l'Homme et l'Autodétermination du peuple Salvadorien d'une autre bataille du FDR-FMLN dans sa conception intégrale de la lutte pour la libération de son pays.

Il a souligné le besoin de combiner toutes les formes de lutte politique et militaire pour arriver à l'Indépendance de son pays dans une conception anti-impérialiste.

Il a rappelé que l'Histoire des élections salvadoriennes est une histoire longue, dure et amère, et a qualifié la repression dans son pays comme "repression à caractère genocide" en dénonçant que la Junte militaire au pouvoir pratique une guerre d'extermination populaire.

DES PARLEMENTAIRES IRLANDAIS DENONCENT...

Les parlementaires Irlandais, Patsy Lawlor, Michael Higgins, Nail Andrews, Tony Read et Sally O'Neil ont dénoncé, après une visite au Salvador que dans ce pays il existe une violation massive des droits humains.

Les députés d'Irlande se sont montrés impressionnés par le militarisme existant au Salvador, ont averti que la guerre touche un vaste territoire et ont dénoncé que le gouvernement applique des méthodes terribles de torture contre des prisonniers adolescents comme l'étouffement par immersion, la pendaison et la pression des testicules.

L'EGLISE FACE AUX ELECTIONS

Le prêtre catholique Jesus DELGADO a déclaré à San Salvador que dans les conditions actuelles, effectuer des élections peut être le prétexte pour poursuivre la repression et créer d'avantage de violence.

Le prêtre, qui a remplacé l'administrateur apostolique Monseigneur Arturo Rivera y Damas à l'homélie dominicale de la cathédrale métropolitaine, a affirmé que la situation salvadorienne n'est pas propice pour célébrer des élections.

Delgado a dit avoir reçu des informations selon lesquelles les paysans sont menacés s'ils ne votent pas, d'être réprimés comme suspects de subversion.

De même, il a affirmé que bien que dans des conditions de paix les élections sont propices pour augmenter le droit, la justice et la liberté, dans la conjoncture actuelle, l'Eglise partage les doutes le scepticisme, les inquiétudes et les tiraillements du peuple. Leur aboutissement ne sera pas la fin de la guerre, a-t-il dit.

Finalement, il a reconnu que durant la première semaine de Janvier on a reporté 182 personnes mortes par la violence dans tout le pays.

22 JANVIER 1982 AU SALVADOR

L'Agence Salpres a annoncé à San José, (Costa Rica), qu'une nouvelle Radio, Radio Farabundo Marti commence à émettre de lundi à samedi, par la bande de 6,9 Megacycles et 40 et 49 metres.

D'autre part, il y a eu des actions contre l'armée de la junte dans 9 des départements, tandis qu'à San Salvador l'armée a accentué la repression pour éviter les possibles actions, le jour anniversaire de la massacre de 1932.

Le FMLN a dénoncé le fait que 14 familles de la communauté Iberia ont été placées de force au quartier central de la police de San Salvador. Le FMLN a attaqué les positions de l'armée de la junte à San Idelfonso, dans le département de San Vicente, ainsi que la piste d'atterrissage, qui se trouve près du barrage de San Lorenzo, faisant 9 morts aux troupes gouvernementales.

Des porte-paroles du régime salvadorien ont reconnu que la situation à Jocoriteque, dans le département de Morazan est conflictive et que les moyens de communication, qui relient cette ville à San Francisco de Gotera, sont interrompues.

D'une autre part, la ville de San Salvador, et plus spécialement la partie nord-occidentale, est soumise à des perquisitions depuis plusieurs jours.

Dans les zones de San Salvador, San Vicente, Chalatenango, La Libertad, Morazan, Santa Ana, Cabanas, Cuscatlan, il y a eu dans les dernières heures des affrontements.

LES "ELECTIONS"

Les élections prévues pour le mois de mars prochain par la junte militaire démocrate-chrétienne au Salvador, devraient être ajournées, affirme le journal "La estrella de Panama", important journal conservateur.

Les raisons par lesquelles il est conseillé d'ajourner les élections pour une date plus adéquate, sont les suivantes:

- L'état de guerre dans lequel vit le pays, ne permet pas d'attendre que le recensement des électeurs soit réalisé correctement.
- Les résultats ne seront pas acceptés par l'opposition, étant donné le nombre d'exilés, de morts et des disparus;
- Si l'actuelle situation se maintient ou s'aggrave après les élections comme il semble prévisible, on sera arrivés à un point sans retour qui rendra plus difficile une solution politique

SITUATION ECONOMIQUE

Des fonctionnaires de l'administration Reagan y compris le secrétaire adjoint pour les affaires interaméricaines Thomas Enders, ont reconnu que l'économie du Salvador nécessite, au moins doubler l'aide de l'année dernière pour éviter une faillite plus importante.

On pronostique que le produit national brut du Salvador a baissé de 17 à 25% l'année dernière malgré l'aide de 500 millions de dollars reçus de l'étranger. Le chômage monte à 35% l'inflation entre 35 et 40%; le pays ne peut pas payer ses frais et son économie est au bord de l'effondrement.

Le Département d'Etat a signalé que le président Ronald Reagan présentera prochainement au Congrès, son projet d'accroissement de l'aide économique à la Junte.

L'estimation de l'aide prévue pour cette année fiscale, serait selon le "New York Times" de 400 millions de dollars; d'autres sources, parlent même de 700 millions de dollars.

Ces chiffres représenteraient une augmentation de 140% par rapport à l'aide économique reçue l'année précédente.

Une aide aussi importante, et particulièrement la décision d'entraîner les troupes de l'armée du Salvador aux Etats Unis représente un contrôle majeur sur la conduite de la Junte qui est de moins en moins capable de maintenir la stabilité du pays.

SIMULACRE D'INVASION

Environ 12 mille militaires appuyés par 16 bateaux de guerre et des forces d'attaque américaines ont exécuté un menaçant simulacre d'invasion à une nation étrangère utilisant comme prétexte le rachat des otages américains.

Selon les officiers de la marine de guerre des opérations similaires vont se réaliser dans le futur.

Pendant les manoeuvres "Readex L-81", les forces armées de Etats Unis ont effectué un essai d'invasion dans une île des Caraïbes. Cette opération qui avait comme cadre l'île des Vieques, a constitué un simulacre d'occupation de Grenade, acte qui a été dénoncé par le premier ministre grenadien, Mr. Maurice Bishop, à l'ONU, comme une preuve d'agression que les U.S.A. préparent contre son pays.

DROITS DE L'HOMME

Roberto Cuellar, Directeur de Secours Juridique de l'Archevêché de San Salvador, a déclaré qu'au moins 12.500 personnes ont été assassinés au Salvador pendant l'année 1981, par les forces de l'armée et les groupes paramilitaires.

De ce chiffre 1,9% seraient des mineurs, les morts en combat n'étant pas inclus.

Selon Mr. Cuellar, les assassinats et exécutions ont diminué dans les villes de San Salvador, Santa Ana et San Miguel, mais ont augmenté dans les zones rurales et les villages.

Mr. Cuellar s'est référé aussi aux effets de la loi martiale qui a favorisé les exécutions, la pénétration dans les foyers pour assassiner ou faire disparaître des citoyens. Il a signalé aussi l'existence de 450 prisonniers politiques, incarcérés dans la grande majorité depuis plus d'un an sans que leur procès aient commencés, ni leur soit communiqué le délit par lequel ils sont arrêtés.

D'autre part 500 mil personnes ont abandonnés le pays pour des raisons de persécution et se trouvent exilés au Nicaragua, Mexico, Honduras, Costa Rica, Panama et Bélice.

L'Eglise continue à subir la répression: 14 assassinats, 41 arrestations arbitraires, 3 attentats à des bâtiments religieux, etc.

Finalement, Mr. Cuellar a signalé que dans son pays le travail des organismes des droits de l'Homme est entravé et que le gouvernement se refuse à faire des recherches sur la violation des droits de l'Homme et à punir les coupables.

DES EXTRAITS DU FILM "LA DECISION DE VAINCRE" REALISE PAR DES CINEASTES SALVADORIENS SERONT DIFFUSES LE MERCREDI 3 FEVRIER A TF1 SUR LE PROGRAMME "LES MERCREDIS DE L'INFORMATION" A 20.30 HS.

LE FMLN ATTAQUE LES INSTALLATIONS DES FORCES AERIENNES

Vint-cinq unités de combat des forces aériennes ont été détruites, le matin du 27 Janvier, par un commando special du FMLN, qui a fait une incursion dans les installations des forces aériennes salvadoriennes. L'information signale que les services d'intelligence militaire et l'unité qui a exécuté l'opération ont confirmé la destruction totale de 6 avions "Fouga Magister", 8 avions "Ouragan", 8 helicopteres "Iroqui" 6 avions C-47 qui servaient pour le transport des troupes ainsi qu'une piece antiaerienne qui protejait l'equipement.

Le total represente 70 % de l'equipement des forces armées salvadoriennes.

L'operation appelle "Martyrs de Morazan Heroique"; a été realisé par les forces du FMLN appartenent à l'unité des forces speciales "Commandant Rafael Arce Zablah". L'operation dirigée par le commandant "Sebastian" a été dedié à la population de La Joya, El Mozote, Cerro Pando, y Poza Honda dans le departement de Morazan, ou plus de 1000 civils ont été massacrés par l'armée de la junte en Decembre dernier.

Les guerrilleros ont agi de façon synchronisée, des charges explosives ont été placées dans les differents avions et helicopteres. Les forces du FMLN se sont retirées sans aucun probleme et les charges ont explosé à une heure et trois minutes du matin.

Après l'explosion, une grande quantité de militaires, sous la direction du general Guillermo Garcia, chef de l'armée, ont bloqué toute la zone de la base aerienne et ont réalisé une operation carrillage sans obtenir des resultats.

Radio Venceremos-voix officielle du FMLN- a informé le 27 Janvier de la prise de plusieurs kilometres de la route panamericaine par des escadrons de la guerrilla. La circulation a été paralysée pendant plusieurs heures, des fourgons de la junte ont été brulés et il y a eu plusieurs affrontements ont eu lieu tout long de la route.